

traité ici-même à la dernière session. Je veux rappeler à nouveau qu'à mon avis, à moins que ce que pourra nous dire l'honorable leader du Sénat (l'honorable M. King) ne modifie mon opinion, le Gouvernement ne connaît pas le nombre exact de nos effectifs humains. J'ai fait connaître, à la dernière session, les raisons qui motivent cette opinion. L'inscription de 1940 a été très exacte, mais elle est vieille de trois ans maintenant. Le recensement effectué dans la suite n'a pas été aussi exact et on peut en dire autant de l'inscription des personnes sans emploi, de seize à soixante-neuf ans. Certains honorables vis-à-vis diront probablement que, sous le régime de la loi, ces hommes sont appelés, d'après différentes catégories, de temps en temps. Je ne dis pas le contraire, mais je prétends que les listes sont si inexactes et qu'un si grand nombre d'hommes des différentes catégories ont changé d'adresse que les autorités se trouveront dans l'impossibilité de trouver des milliers et des milliers d'hommes. Que faire alors? Il n'y a qu'à faire un nouveau recensement immédiatement. J'ai appris, l'autre jour, que le ministre du Travail s'oppose à une telle mesure, parce qu'à son avis un nouveau recensement coûterait trop cher et prendrait trop de temps. On ne devrait tenir pour trop élevée aucune dépense faite dans le but de nous fournir un relevé exact de nos effectifs en hommes en temps de guerre. J'ajoute qu'un recensement peut s'effectuer rapidement.

Je conseille encore instamment au ministère de nommer un homme de poids à la direction de tout le service de notre capital humain, comme l'a fait le pays voisin du nôtre. Aux Etats-Unis, M. Paul McNutt a la direction complète de tout le service qui s'occupe du capital humain et il est revêtu de pouvoirs extraordinaires. Je ne connais pas M. Little, qui a démissionné, il y a quelque temps, du poste de directeur du Service sélectif national du Canada, mais j'ai lu la correspondance échangée entre lui et le ministre et aussi ce qu'il pense au sujet du capital humain. Il m'a semblé être un homme de caractère et très compétent, absolument l'homme qu'il faut à cette position. A ce que je comprends, il ne demandait qu'à jouir des pouvoirs d'un sous-ministre, sous la direction du ministre du Travail. Je regrette que M. Little ne remplisse plus les fonctions de directeur de ce service.

Je veux ensuite saisir la Chambre de la menace, la plus grande de toutes, que constitue la guerre sous-marine. Beaucoup de nos navires sont coulés. Nous réussirons à faire disparaître cette menace, mais,—et ce sont les experts qui le disent,—seulement de deux manières: d'abord en augmentant la portée de notre patrouille, ce qui exigera un plus grand

L'hon. M. BALLANTYNE.

nombre de navires; ensuite par la construction et la mise en service d'un plus grand nombre de cargos. Les honorables membres du Sénat m'ont souvent entendu parler de navires marchands. Je ne crois pas qu'un seul honorable sénateur sache combien de ces vaisseaux le Canada a construits depuis le début de la guerre ni combien il en a mis en service. On notera avec intérêt,—que l'on me permette de faire de nouveau allusion à Washington,—que le Président a annoncé que les navires marchands construits par les Etats-Unis depuis le début de la guerre représentent huit millions de tonnes. Il a ajouté que le programme de construction comprend encore huit millions de tonnes, ce qui fait seize millions en tout. Voilà un autre exemple de l'information réconfortante fournie par Washington. On ne soutiendra certainement pas un seul instant qu'il est contraire à l'intérêt public de faire connaître ces détails à la population. On me donne à croire que l'on a placé dans notre pays des commandes pour 125 bateaux du modèle Liberty, de 10,000 tonnes chacun, pour le compte des Etats-Unis. Pourquoi ne pas nous dire combien de ces bateaux ont été livrés à nos voisins et combien ont été mis en service? Pourquoi ne pas nous dire combien de navires le Canada a construits pour le compte de l'Angleterre? Pourquoi ne pas nous dire combien nous en avons construit pour notre propre pays, et combien le Gouvernement s'attend de construire encore cette année?

L'expression de jovialité que je vois sur la figure de mon vieil ami, l'honorable sénateur de Lunenburg (l'honorable M. Duff) rappelle à ma mémoire bien des choses qui se sont passées dans l'autre Chambre au cours de la dernière guerre. Il possède beaucoup d'expérience et de solides connaissances au sujet des bateaux. Il était donc tout naturel que lorsque je fus ministre de la Marine il me lançât tout un tas de questions. J'ai toujours fait de mon mieux pour lui répondre franchement et promptement. S'il m'avait demandé combien on construisait de bateaux et si je lui avais répondu qu'il n'était pas dans l'intérêt public de faire connaître ces renseignements,—je vous assure que la bourrasque qui a frappé notre région, il y a quelques semaines, était bien peu de choses comparée au cyclone qui se serait déchaîné sur la Chambre des communes à cette époque.

L'honorable M. DUFF: Bravo!

L'honorable M. BALLANTYNE: Quant à notre service naval, combien de fois ici-même, avant la guerre et depuis qu'elle est commencée, n'ai-je pas demandé instamment au ministère d'adopter le plan minimum Jellicoe et de construire trois croiseurs. Nos forces nava-